

150  
1

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN  
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'HABITAT  
ET DE L'URBANISME

B.P. 01-3621 COTONOU (REP. du BÉNIN)  
- TEL. 314129 - FAX : (229) 315081

---

# INTERVENTION

**DE MONSIEUR Luc-Marie Constant GNACADJA,**

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'HABITAT  
ET DE L'URBANISME DE LA REPUBLIQUE DU BENIN

Sixième Session de la Conférence des Parties à la  
Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements  
Climatiques.

La Haye, 13 -24 novembre 2000

- Monsieur le Président,
- Distingués Délégués,
- Mesdames et Messieurs

Je voudrais m'associer à l'hommage rendu par mes prédécesseurs à cette tribune, au Royaume des Pays-Bas et à la ville de la Haye pour son hospitalité et toutes les facilités qui nous sont accordées pour la réussite de cette Session.

Hommage mais aussi félicitations, monsieur le Président, pour l'art et la sagesse avec laquelle vous présidez la présente Conférence des parties.

Permettez-moi en outre d'exprimer ma satisfaction pour les initiatives que vous avez prises afin de faire participer les jeunes aux manifestations de la COP6, et de leur donner la parole.

Monsieur le Président,

J'ai la conviction que votre dynamisme et votre connaissance des enjeux des négociations sur le climat contribueront à

assurer la réussite de nos travaux. Vous pouvez compter sur la disponibilité du Bénin pour vous aider dans vos efforts de recherche de solutions aux préoccupations de développement durable qui sont celles des pays en développement en général et du continent africain en particulier.

Distingués Délégués,

Les changements climatiques signifient déjà pour nous aggravation de la précarité, accentuation du cercle vicieux de la pauvreté. Nous devons veiller à ce que la médication ne tue pas le malade, un malade bien mal en point.

Nos pays aspirent légitimement à un développement croissant et durable, on pourrait dire à davantage de permis d'émission.

Nous sommes aussi conscients que l'impact des changements climatiques sera difficile à assumer avec les moyens techniques et financiers limités dont nous disposons. Nous avons donc besoin non seulement d'une reconnaissance de notre vulnérabilité mais aussi et surtout d'un soutien tangible à notre capacité à faire face aux changements climatiques.

Malheureusement, force est de constater que l'élaboration des Communications Nationales, moyen actuel de présentation au niveau international de la Vulnérabilité, s'effectue surtout dans la plupart des pays africains avec un déficit de données locales, suite au déclin du réseau d'observation sur le système climatique.

C'est pour cela que la Délégation béninoise pense qu'il urge de démarrer le Mécanisme

pour le Développement Propre et que, le volet "renforcement des capacités" intègre la recherche et l'observation climatique ainsi que la réhabilitation des réseaux d'observation dans les pays africains.

En ce qui concerne les questions de financement, le Bénin est aussi victime des procédures complexes d'accès au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Nous comprenons les risques d'incohérence, d'absence de synergies qui pourraient y avoir à multiplier les fonds et les guichets.

Le Bénin suggère donc que le FEM soit doté de ressources additionnelles conséquentes, de mécanismes plus flexibles, facilement accessibles et d'un guichet spécifique pour les PMA compte tenu de l'extrême précarité de notre situation.

Monsieur le Président,  
Distingués Délégués,

Le contexte climatique qui caractérise le Bénin, justifie l'importance que le Gouvernement Béninois accorde à toutes les questions relatives aux changements climatiques et à leurs effets néfastes. En effet, la vulnérabilité de mon pays aux changements climatiques intéresse aussi bien les aspects du développement économique que des modifications substantielles de son potentiel côtier. Je puis vous assurer que c'est la spirale de pauvreté qui amènent les populations à se démunir des seules ressources qui conditionnent leur survie; ce qui ne fait qu'augmenter leur vulnérabilité. En dépit de ces contraintes, le Bénin poursuit courageusement des actions de lutte

contre les Changements Climatiques. J'en citerai seulement quelques-unes:

- l'exécution du programme CC :TRAIN pour un renforcement des capacités dans le domaine des Changements Climatiques ;
- l'élaboration de la Communication initiale du Bénin qui sera présentée à la COP7;
- le Protocole de Kyoto en cours de ratification à l'Assemblée Nationale.

Nous suivons aussi avec beaucoup d'attention l'initiative de création d'un fonds climatique, dénommé Fonds pour l'Air Unifié, dans le cadre des accords sur le Développement Durable que les Pays-Bas

ont signés avec le Bénin, le Bhutan et le Costa Rica.

Monsieur le Président,

Du haut de cette tribune, Je voudrais lancer un appel aux pays développés pour qu'ils fournissent l'effort nécessaire à l'impulsion décisive pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto.

Pour finir, Monsieur le Président, je voudrais exprimer la gratitude du peuple et du gouvernement béninois à toutes les institutions et partenaires au développement qui appuient le Bénin dans ses efforts pour tendre vers le développement durable.

Je vous remercie.